



# MANIFESTE DE SÉVILLE



European Trade Union Confederation (ETUC)  
Confédération européenne des syndicats (CES)

FR

# MANIFESTE DE SÉVILLE

Adopté par le XIème congrès de la CES, à Séville. 21-24 mai 2007

La CES reste absolument engagée en faveur d'une Europe qui est à la fois « davantage d'Europe » et « une meilleure Europe ». Une Europe qui est intégrée autour de droits et de valeurs comprenant la paix, la liberté, la démocratie, les droits fondamentaux, l'égalité, le développement durable, le plein emploi et le travail décent, le dialogue social, la protection des minorités, l'accès universel et égal à des services publics d'un haut niveau qualitatif et une économie qui réussit et qui soutient le progrès social et la protection de l'emploi. Mais une action reste aussi essentielle pour maintenir un équilibre adéquat entre les objectifs originels de Lisbonne de croissance, de progrès environnemental et de cohésion sociale. Cet équilibre sera perdu s'il n'y a pas un renouvellement de l'engagement en faveur de l'Europe sociale. L'Europe doit agir et saisir à bras le corps les problèmes qui résultent de la concurrence que se livrent les Etats membres pour abaisser les taux d'imposition, en particulier l'impôt des sociétés, et pour réduire la protection sociale et de l'emploi. Ce n'est que de cette façon que nous pourrons arrêter le glissement vers une « course vers le fond ».

Le Congrès de Séville constitue par conséquent pour la CES une nouvelle étape dans son développement vers une organisation plus forte, plus cohésive et plus influente au profit des travailleurs d'Europe et du monde. Prendre l'offensive, cela requiert une organisation qui soit en mesure de critiquer et de mobiliser, bien sûr, mais qui puisse aussi proposer, négocier et agir. Le renforcement du syndicalisme européen et les capacités de la CES sera par


conséquent au centre de notre tâche de rendre cette offensive efficace et productive.

Une offensive est nécessaire. La CES doit relever une série de défis sur les fronts politique, économique, environnemental et social. Ces défis sont complexes. Mais si nous regardons les défis que nos prédécesseurs ont relevés avec succès (y compris le chômage de masse, et la pauvreté, les ravages de la guerre et la reconstruction de l'après-guerre, l'établissement de la paix depuis 1945 et le renversement des dernières dictatures et la réunification du continent), nous ne pouvons pas douter de la capacité de notre génération de surmonter les défis de notre temps. Quels sont-ils ?

Dans le domaine politique, il y a des signes que l'enthousiasme en faveur de l'Union européenne a décliné dans certains pays, et qu'il y a plus de scepticisme envers la création d'une Europe plus forte et plus intégrée. Et même, pour certains syndicats, l'Europe risque d'être perçue comme permettant l'ouverture vers les pires effets de la mondialisation, dans lequel les emplois émigrent vers des destinations moins chères et que les gens qui immigreront sont souvent disposés à travailler à des tarifs inférieurs à ceux des populations locales. Dès lors, l'opinion publique a tendance à être plus sensible aux arguments simplistes de la rhétorique nationaliste et protectionniste qu'aux processus plus complexes de renforcement de l'intégration européenne; et l'on est moins disposé à reconnaître que la mondialisation présente des avantages, mais aussi des inconvénients.

Dans le domaine économique, le chômage est élevé dans de nombreux pays; et en dépit d'améliorations récentes et bienvenues, beaucoup de nouveaux emplois sont précaires et mal payés. En outre, dans certains pays clés, la croissance des salaires réels est négligeable. D'une manière plus générale, dans la plupart des pays à revenus élevés, la part des salaires dans le produit intérieur brut a diminué. Il est également évident qu'il y a une tendance de plus en plus importante au court-termisme chez les investisseurs financiers, avec des capitaux à risque, des fonds de placement spéculatifs, etc., qui traitent essentiellement les entreprises comme des outils de spéculation, plutôt que d'investir dans de nouveaux produits, de nouveaux services, la productivité élevée, et les technologies durables. Dans un contexte où la politique macro-économique est jugulée par la Banque centrale européenne dans le cadre des règles actuelles de l'euro, l'Europe s'efforce de générer de la croissance afin de faire jeu égal avec les pouvoirs économiques existants et émergents dans le monde.

Dans le domaine de l'environnement, les citoyens européens ont une conscience accrue des menaces que fait peser le réchauffement planétaire. Mais à ce jour, les efforts déployés par les autorités européennes pour combattre ce phénomène n'ont pas été à la hauteur du défi. L'Europe doit prendre la tête de ce combat; dans certains domaines, tels que la réglementation des produits chimiques dangereux, c'est ce qu'elle fait. Les progrès accomplis à l'échelle européenne l'ont été récemment, grâce au développement des sources d'énergie renouvelable. Mais, en règle



générale, il existe de fortes variations entre les Etats membres et les actions sont trop peu coordonnées au plan européen. La déréglementation est un thème dominant de l'actuelle Commission européenne, ce qui a freiné le progrès sur les questions d'environnement.

L'Europe sociale a aussi été victime d'une croyance à outrance dans les bienfaits de la déréglementation. Presqu'aucune mesure juridique destinée à soutenir les travailleurs européens a été proposée durant ces quatre ans. Une majorité de la Commission, la plupart des employeurs, et certains Etats membres se sont entendus pour mettre un terme aux progrès sur des mesures telles que le temps de travail et les travailleurs intérimaires. En fait, certains gouvernements se sont même parfois demandé s'il existait une Europe sociale, ignorant la soixantaine de mesures juridiques qui ont déjà été introduites en matière de santé et de sécurité, de comités d'entreprise européens, d'égalité et d'information et de consultation. Ils ont argumenté par contre que l'Europe n'avait pas besoin de dimension sociale, oubliant ainsi avec une certaine légèreté que le projet d'intégration européenne devait bénéficier d'un soutien populaire.

Dès lors, l'Europe a récemment subi des préjudices. Au cours des années écoulées, l'Europe sociale a été essentielle pour la progression de l'Europe. Elle doit le redevenir, et la Stratégie et le Plan d'action de la CES montrent la voie à suivre.

## La CES prévoit de passer à l'offensive sur cinq grands fronts:

### POUR UN MARCHÉ DU TRAVAIL EUROPÉEN AVEC :

- plus d'emplois de meilleure qualité, et le plein emploi ;
- des normes européennes dans des domaines tels que les conditions de travail, les droits syndicaux, et la santé et la sécurité.
- Combattre et renverser la tendance croissance au travail précaire ;
- mener campagne pour augmenter les salaires minimum et pour de réelles augmentations de salaires pour les travailleurs européens ;
- donner la priorité à l'élimination de l'écart salarial entre hommes et femmes ;
- lutter contre la «délocalisation», stimuler les négociations sur la restructuration et offrir un cadre plus solide en matière d'information, de consultation et de participation, y compris des experts indépendants sur la restructuration ;
- toujours promouvoir l'égalité et l'intégration de la dimension du genre; toujours combattre le racisme, la discrimination et la xénophobie ;
- lutter pour un meilleur cadre de mobilité des travailleurs européens sur la base du principe d'égalité de traitement à l'endroit où le travail est effectué ou le service est presté ;
- promouvoir une politique de migration proactive, ouvrant des voies légales à la migration, tout en combattant l'exploitation du travail des immigrés, y compris les sans-papiers ;
- militer en faveur des droits syndicaux en matière d'action de grève au niveau transnational
- reprendre le débat sur la flexicurité à ceux qui aspirent à réduire la protection de l'emploi et les prestations en matière de chômage
- encourager une meilleure protection sociale et des Etats Providence avec des services complets en matière de revenu minimum, retraites, santé, soins

de longue durée, apprentissage tout au long de la vie, prestations de maladie et de chômage, marché de l'emploi actif et garde d'enfants; et des mesures positives permettant de faire face au vieillissement de la population en Europe ;

- lutter pour le renforcement des directives sur le temps de travail, les comités d'entreprise européens et le détachement des travailleurs, et pour l'adoption d'une directive forte sur les travailleurs intérimaires.

### POUR LE DIALOGUE SOCIAL, LES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES ET LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS

- encourager un dialogue social de haute qualité et un niveau européen de solution des litiges ;
- tenir davantage compte du mode d'élaboration et de coordination des négociations collectives au plan européen, y compris aux plans sectoriel, transfrontalier, et transnational des entreprises, et soutenir le travail des fédérations syndicales européennes ;
- renforcer la négociation collective à travers les frontières en Europe pour favoriser la position de négociation de chacun et en finir avec la compétition déloyale sur les salaires ;
- mettre en place de meilleures conditions pour les comités d'entreprise européens et encourager la participation des travailleurs ;
- militer en faveur de critères plus élevés de gouvernance des entreprises, sur la base de la reconnaissance des intérêts de toutes les parties prenantes et pas seulement des actionnaires, et également en faveur d'un engagement accru pour une vraie responsabilité sociale des entreprises ;
- exposer et combattre le "capitalisme de casino" et plus généralement les politiques à court terme, par la fiscalité, la réglementation et l'implication des travailleurs.

## POUR UNE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE EUROPÉENNE PLUS EFFICACE, Y COMPRIS:

- relancer la stratégie de Lisbonne et redéfinir d'urgence ses termes de référence et sa place dans la construction européenne ;
- élaborer un cadre politique macro-économique qui encourage la croissance et l'innovation, fixe un objectif d'inflation plus élevé et vise un taux de change plus propice à la croissance ;
- promouvoir la coordination effective des politiques fiscales ;
- attribuer un budget européen plus élevé, en particulier afin de favoriser l'élargissement et la solidarité entre les régions et les pays ;
- mettre en place des services publics plus forts dans un nouveau cadre européen ;
- élaborer des stratégies industrielles et innovantes incluant les technologies durables, une productivité élevée, une main-d'oeuvre hautement qualifiée, la reconnaissance de l'importance constante du secteur de la manufacture européenne, une importante augmentation des dépenses en matière de recherche et de développement, et un meilleur agenda de réglementation basé non seulement sur des critères économiques, mais aussi sociaux et écologiques ;
- promouvoir une Europe plus durable grâce à des stratégies de croissance «intelligentes», des schémas de production et de consommation différents, et au respect des objectifs de Kyoto en matière d'émissions de carbone; et intégrer les questions environnementales et énergétiques dans l'agenda syndical général.

## POUR UNE UE PLUS FORTE AVEC

- une défense de l'essence du traité constitutionnel, en particulier la Charte des droits fondamentaux, et les droits syndicaux à s'organiser et à faire grève;

- une approche positive à l'égard de l'élargissement aux Balkans et à la Turquie, sur la base du respect total des obligations liées à l'adhésion à l'UE et des droits fondamentaux, y compris les droits syndicaux; des politiques de voisinage généreuses à l'égard de l'Est de l'Europe et dans la région méditerranéenne; et une coopération avec les autres régions du monde;
- une approche du commerce qui respecte les droits et les normes de l'OIT, favorise les emplois en Europe, s'oppose à l'utilisation du commerce pour encourager une libéralisation agressive dans les pays en voie de développement, et recherche plus de cohérence entre la politique commerciale et le développement, les objectifs sociaux et environnementaux ;
- une politique extérieure basée sur la défense de la paix, l'adhésion aux NU et à sa constitution, le respect de l'état de droit, le recours à la force «douce» pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, et la condamnation absolue du terrorisme ;
- la mise en place d'une authentique politique étrangère et de sécurité commune de l'UE.

## POUR DES SYNDICATS PLUS FORTS ET UNE CES PLUS FORTE

- élaborer une stratégie d'organisation afin d'aider les affiliés à augmenter le nombre de leurs membres ;
- construire une CES plus forte, davantage capable de mener des campagnes et de promouvoir plus de solidarité ;
- travailler avec la nouvelle CSI et son Conseil régional paneuropéen, y compris avec les fédérations syndicales mondiales et le TUAC, afin de bâtir une organisation syndicale solidaire et influente dans le monde.



European Trade Union Confederation (ETUC)  
Confédération européenne des syndicats (CES)

Boulevard du Roi Albert II, 5  
1210 Brussels  
Tel + 32 2 224 04 11  
Fax + 32 2 224 04 54/55  
E-mail : [etuc@etuc.org](mailto:etuc@etuc.org)

[www.etuc.org](http://www.etuc.org)